

**Ancien haut fonctionnaire du nucléaire, ancien nazi, antisémite Greifeld : Faire preuve de courage civique pour annuler le titre scandaleux de sénateur honoraire du Dr. Greifeld**

# Le KIT retarde la prise de décision

Par Dietrich Schulze

**“Those who cannot remember the past are condemned to repeat it.”**  
(George Santayana)

Le journal Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ) du 29 décembre 2012 avait publié un article (1) au sujet de l'annulation du titre scandaleux de sénateur honoraire du Dr. Rudolf Greifeld demandée par trois collaborateurs de l'Institut de technologie de Karlsruhe « KIT » (fusion de l'Université de Karlsruhe et du Centre de Recherches de Karlsruhe). Le Dr. Greifeld, dont le passé nazi avait été passé sous silence, avait été nommé en 1956 par Franz-Josef Strauß en tant que co-fondateur du Centre de Recherche Nucléaires de Karlsruhe. En 1969 l'Université de Karlsruhe l'avait nommé sénateur honoraire sans connaître son passé. En réaction à l'article de la FAZ, la direction du KIT déclara le 3 janvier 2013 d'une façon doublement surprenante que les « reproches à l'encontre du Dr. Greifeld » devaient être « vérifiés scientifiquement », et que le spécialiste chargé de cette tâche prévoyait un délai de 1 à 2 années pour y parvenir.

Les faits que cite la FAZ :

- l'antisémitisme de M. Greifeld qu'il manifestait en tant que conseiller d'administration de guerre de la SS, occupant la plus haute fonction dans l'administration du Grand-Paris (il a organisé, entre autres, la visite de Hitler à Paris – voir fig. 1). Cet antisémitisme est bien attesté par des documents (voir fig. 2).
- les protestations massives des scientifiques français de l'Institut Laue-Langevin (ILL) Grenoble, suivies de la démission de Greifeld du Comité directeur de cet institut, et
- le licenciement prématuré de Greifeld du poste de directeur administratif du Centre de Recherches Nucléaires de Karlsruhe après 20 ans d'activités très controversées (parmi lesquelles il y avait l'agencement de la coopération nucléaire avec des dictatures, qui avaient l'ambition d'acquérir l'arme atomique) –

tous ces faits ainsi sont faussement présentés comme des reproches dont l'authenticité doit être vérifiée.

De plus, un travail de recherche, qui pourrait être réalisé par un spécialiste qualifié en un ou deux mois, par un expert douteux est grossi de façon exagérée à la durée d'une à deux années, ce qui est une tactique tout à fait inacceptable pour éterniser l'affaire.

Après un délai aussi considérable, comment le cas de ce sénateur honoraire a-t-il été remis à l'ordre du jour ? Au lieu d'assumer l'histoire, après le licenciement de Greifeld on a recommencé à passer l'affaire sous silence. Au mois d'avril 2012, le KIT a publié pour la première fois sur internet la liste des sénateurs honoraires du KIT. Le premier à attirer l'attention sur le fait du docteur honoraire du Dr. Greifeld était le portail Internet german-foreign-policy.com (2). Début septembre, trois anciens collaborateurs du Centre de Recherches Nucléaires se sont adressés à la direction du KIT avec la demande d'annuler le statut de sénateur honoraire de M. Greifeld (3). A cet effet des documents importants ont été remis à l'archiviste de l'université (KIT Campus Sud).



Rudolf Greifeld, Herrmann Giesler, Albert Speer, Adolf Hitler et Arno Breker le 28 juin 1940 à Paris (de gauche à droite) Source : Archive Fédéral image 183-H28708

Dès le début la demande d'annulation a trouvé le soutien de Beate et Serge Klarsfeld de Paris ("Les Fils et Filles des Déportés Juifs de France" – FFDJF, qui avaient apporté une contribution importante pour l'élucidation du passé nazi de Greifeld), de la communauté de culte juif de Karlsruhe, de l'association « LernOrt Zivilcourage e.V. », des députés du Bundestag et du Landtag de Bade-Wurtemberg, et de bien d'autres. Au contraire, un nombre de représentants du Bund, du Land et de la Région de Technologie de Karlsruhe n'a pas réagi du tout aux demandes de soutien qui leur ont été adressées. La Ministre fédérale de l'Éducation et de la Recherche Mme Schavan (Union chrétienne-démocrate d'Allemagne), la Ministre de la Science Mme Bauer (parti des Verts), le Ministre-Président du Land de Bade-Wurtemberg Kretschmann (parti des Verts) et le Premier bourgmestre de Karlsruhe Fenrich (Union chrétienne-démocrate d'Allemagne) ont répondu depuis un trimestre par un silence assourdissant. Pour Mme la ministre Schavan cela aurait été une bagatelle que de mettre à la disposition du KIT les dossiers sur Greifeld conservés dans les archives du temps de ses prédécesseurs Ehmke, Matthöfer et Hauff. L'auteur de l'article mentionné ci-dessus, le correspondant Rüdiger Soldt, à tout droit conclue son article, en exprimant à juste titre l'espoir que l'ancien Centre de Recherches Nucléaires (l'actuel Campus Nord du KIT) se décidera à assumer son histoire. Le premier pas à faire en ce sens devrait être la prise de décision au sujet du sénateur honoraire Greifeld, mesure qui avec de la bonne volonté pourrait être prise encore pendant le semestre universitaire en cours.

Ce travail sur l'histoire, selon l'avis des trois signataires de la demande d'annulation (4), concerne autant les coupables que les victimes. C'était au prix de conséquences personnelles tragiques que le physicien juif et disciple de Heisenberg, le Dr. Léon Grunbaum, avait pu donner le coup d'envoi à l'affaire Greifeld. Dans sa deuxième thèse de doctorat, une thèse d'Histoire présentée à la Sorbonne, il avait révélé entre autres les fondements antisémites de l'affaire Greifeld (5). La persécution de Léon Grunbaum à deux reprises, une première fois de toute sa famille par les fascistes, et une deuxième fois par la discrimination de la part de Greifeld, ne doit pas tomber dans l'oubli. Prochainement un symposium sera organisé concernant Léon Grunbaum.



Leon Grunbaum

#### Sources :

- (1) «L'histoire d'un sénateur honoraire» („Geschichte eines Ehrensensors“), par Rüdiger Soldt, paru dans le Frankfurter Allgemeine Zeitung du 29.12.12 (édition imprimée, page 2) <http://www.faz.net/frankfurter-allgemeine-zeitung/geschichte-eines-ehrensensors-12008671.html>
- (2) «Réacteur de recherche polyvalent» („Mehrzweckforschungsreaktor“, le 21-06-12) et «Un Versailles de dimensions cosmiques» („Ein Versailles kosmischen Ausmaßes“, le 14-06-12) sous german-foreign-policy.com <http://www.stattweb.de/files/civil/Doku20120628.pdf>
- (3) Correspondance avec le KIT (du 11-09-12 au 31-12-12) avec c.c. aux personnes concernées <http://www.stattweb.de/files/civil/Doku20121231.pdf>
- (4) Lettre originale du 10-09-12 au Président du KIT – [http://www.bruchsaler-friedensinitiative.de/common/download.php?artikel/2012/20120911\\_1\\_schreiben\\_umbach\\_wg\\_greifeld\\_20120910.pdf](http://www.bruchsaler-friedensinitiative.de/common/download.php?artikel/2012/20120911_1_schreiben_umbach_wg_greifeld_20120910.pdf)
- (5) «En mémoire de Léon Grunbaum (1934-2004)», Dietrich Schulze dans le Neue Rheinische Zeitung 25-05-11 <http://www.nrhz.de/flyer/beitrag.php?id=16547>

Pour plus d'information voir la documentation Web <http://www.stattweb.de/files/DokuKITcivil.pdf>

fol. 413  
XXVI-4  
191

#### 1.) Vermerk

In letzter Zeit machen sich die Juden in Paris wieder sehr breit. So wagt z.B. in der Silvesternacht in dem Cabaret "Le bouaf sur le toit" im Gebäude des Hotels "George V" - von den Wehrmachtangehörigen abgesehen - sehr viele Juden. In der gleichen Nacht ist in dem Cabaret "Trois Valses" - nach Angabe des OEVJ Fein - ein deutsches Lied, das die Kapelle spielte, ausgepfiffen worden. Zu dieser Zeit waren auch hier Juden. Gerade dieses Lokal wird von sehr vielen Wehrmachtangehörigen besucht. Auch in dem Cabaret "Carrers" verkehren sehr viele Juden.

Ich zeige deshalb an, dass die Bewilligung auf verlässig besuchten Lokalen überprüft wird und die Verlängerung der Polizeistunde von der Verpflichtung abhängig gemacht wird, dass der Eigentümer ein Schild an der Tür anbringt, wonach Juden der Zutritt verboten ist.

#### 2.) An das Polizeipräsidium zur Kenntnisnahme.

Paris, 2. Januar 1941.

J. S. R. Dr. Riemel.  
Lab 7/1

Greifeld  
3.1.41.

Document-clé du 2 janvier 1941, trouvé dans les dossiers de la Wehrmacht nazie laissés à Paris. La signature par un graphologue a été identifiée comme celle de Greifeld.